

# EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

## REGISTRE N° 1

Réunion du  
21 novembre 2024



La séance du Conseil s'est  
tenue à la salle des fêtes de  
Wallers-en-fagne à 18 h.

**Etaient présents :** **Pour ANOR :** M. Jean-Luc PERAT, Mme Joëlle BOUTTEFEUX, M. Benjamin WALLERAND, Mme Sandra PAGNIEZ ; **Pour BAIVES :** M. Claude GARY ; **Pour EPPE SAUVAGE :** Mme Vivianne DESMARCHELIER ; **Pour FERON :** M. Jean-François BAUDRY ; **Pour FOURMIES :** M. Mickaël HIRAUX, M. Benoît WASCAT, Mme Corinne LEFORT, M. Jean-Luc BURY, M. Jean-Paul PRONAU, M. Philippe VIEVILLE, M. Jérôme ALCESILAS ; **Pour GLAGEON :** M. Frédéric BETTIGNIES, Mme Aurélie PEROT ; **Pour MOUSTIER EN FAGNE :** M. Jean-Michel HANCART ; **Pour OHAIN :** M. Sylvain OXOBY, Mme Lydie BUREL ; **Pour TRELON :** M. Thierry REGHEM, Mme. Liliane COLLIER, Mme Ludivine GRANATA, M. Eric BONGIBAUT ; **Pour WALLERS EN FAGNE :** M. Bernard NAVARRE ; **Pour WIGNEHIES :** Mme Valérie SELLIER, M. Pascal COBUT, Mme Sylvie FOUAN, M. Clément CHIKH.

**Etaient absents excusés représentés et ayant donné pouvoir :** **Pour ANOR :** M. Bernard BAILLEUL a donné pouvoir à M. Jean-Luc PERAT ; **Pour FOURMIES :** Mme Valérie DUFOSSET a donné pouvoir à M. Jean-Luc BURY, Mme Amandine TROCLET a donné pouvoir à M. Mickaël HIRAUX, Mme Nathalie PATIN a donné pouvoir à M. Jean-Paul PRONAU, M. Louis YDE a donné pouvoir à M. Philippe VIEVILLE, Mme Agnès DUPARCQ a donné pouvoir à M. Benoît WASCAT, M. Jean-Pierre WILHEM a donné pouvoir à Mme Aurélie PEROT, M. Cédric GLASSET a donné pouvoir à M. Sylvain OXOBY ; **Pour TRELON :** M. Michel BOMBART a donné pouvoir à Mme Liliane COLLIER, **Pour WIGNEHIES :** M. Jean-Guy BERTIN a donné pouvoir à M. Pascal COBUT ; **Pour WILLIES :** M. Patrick LANDA a donné pouvoir à Mme Vivianne DESMARCHELIER.

**Etaient absents ou excusés :** **Pour FOURMIES :** M. Maxence SIMPERE, Mme Clothilde FRISON, Mme Myriam COUPAIN, Mme Réjane CLEMENT, Mme Véronique BOUBIA ; **Pour GLAGEON :** M. Ludovic ZACHARIE ;

Secrétaire de séance : M. Sylvain OXOBY

### N° 335b MOBILITE : Syndicat Mixte Sambre Mobilités - convention de participation financière pour la réalisation d'une étude de coopération et de développement des mobilités à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes sur Helpe.

La communauté de communes Sud Avesnois, compétente en matière de mobilités, souhaite s'inscrire dans une démarche d'amélioration de sa connaissance des usages sur son territoire mais également à l'échelle de l'arrondissement dont elle dépend.

Le syndicat mixte Sambre Mobilités souhaite proposer, aux EPCI voisines de son ressort territorial, une démarche de co-construction de ce que pourrait devenir la gestion de la compétence mobilité à l'échelle d'un arrondissement pour nos territoires grâce à une étude à réaliser en commun, au travers d'une convention financière.

De multiples contextes plaident pour mener une réflexion stratégique sur les éléments de coopération et de développement des mobilités sur le périmètre de l'arrondissement d'Avesnes sur Helpe et notamment :

- La Loi d'Orientation sur les Mobilités de 2019 avec de nouvelles compétences confiées aux AOM (Autorité Organisatrice des Mobilités), de nouvelles solutions de mobilités et

qui préconise l'élargissement des périmètres de compétences pour les syndicats mixtes de transports afin d'améliorer la coordination et l'efficacité des politiques de mobilité à l'échelle locale.

- La loi NOTRe de 2015 qui encourage la mutualisation de moyens et de ressources entre collectivités,
- La Loi Climat et Résilience de 2021 avec la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, la réduction des pollutions et un travail plus important sur les déplacements, la décarbonation des transports, le développement du vélo, l'écoconduite etc.
- L'engagement de la procédure de révision du SCoT qui impose un positionnement sur la pertinence de l'échelle la plus adaptée au traitement de la compétence mobilité,
- Le futur PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) qui comportera des objectifs pour la mobilité durable à l'échelle de l'arrondissement,
- La réalisation de projets de mobilité traversant les périmètres des 4 EPCI de l'arrondissement à l'instar des futures lignes de covoiturage par exemple,
- La signature programmée du futur PACTE SAT 3 qui devrait comporter des ambitions communes en faveur des mobilités.

Plusieurs objectifs sont d'ores et déjà identifiés et notamment celui de permettre de mesurer les avantages stratégiques et opérationnels qui pourraient renforcer la cohérence et l'efficacité des politiques publiques locales. :

#### 1. Une réponse qui paraît plus adaptée aux besoins de déplacement actuels

À l'échelle d'un arrondissement, les problématiques de mobilité sont souvent plus larges et diversifiées. En regroupant plusieurs territoires au niveau de l'arrondissement, il devient possible de mieux appréhender les flux de déplacement entre les différentes zones urbaines, périurbaines et rurales. Gérer cette compétence à une échelle plus vaste permet donc de coordonner les transports en fonction des besoins réels des habitants, qu'ils soient dans les zones denses ou périphériques. Cela permet d'améliorer la cohérence des réseaux de transport (train, bus, vélos, covoiturage, etc.), en intégrant les trajets domicile-travail, les besoins en termes de services publics ou d'équipements sportifs et culturels.

#### 2. Une mutualisation des ressources et une optimisation des coûts

En centralisant la gestion de la compétence mobilité à l'échelle d'un arrondissement, les EPCI peuvent mutualiser les moyens financiers, matériels et humains nécessaires à la mise en œuvre de solutions de transport y compris pour les investissements dans les infrastructures spécifiques liées à la mobilité (parkings relais, quais bus, abris vélos sécurisés, ...). En outre, cette échelle permettra de clarifier voire d'optimiser les compétences autour de la mobilité avec les différents opérateurs et intervenants (gestionnaire de voirie, gestion des abris voyageurs, des pistes cyclables, des bornes de recharges électriques ...).



### 3. Une approche territoriale plus cohérente

La mobilité ne s'arrête pas aux frontières de la communauté de communes. Les déplacements des habitants se font souvent entre plusieurs territoires intercommunaux au sein d'un même arrondissement. Ainsi, gérer la compétence à cette échelle permet d'adopter une vision d'ensemble des besoins et de favoriser une interconnexion fluide des différents modes de transport. En outre, cela favorise l'articulation entre la mobilité et les autres politiques publiques territoriales telles que l'urbanisme, l'environnement et le développement économique. Par exemple, le développement de pôles multimodaux (gare, bus, vélo, covoiturage) devient plus pertinent lorsqu'il est pensé à l'échelle d'un arrondissement, car cela permet de conforter les gares, de renforcer l'attractivité du territoire et de mieux desservir les bassins de vie.

### 4. Une prise en compte des enjeux environnementaux

Les questions environnementales, comme la réduction des émissions de CO2 ou la promotion des modes de transport doux, prennent une place croissante dans les politiques de mobilité. À l'échelle d'un arrondissement, il est possible de mettre en œuvre des solutions globales et intégrées, en lien avec les objectifs de transition écologique. Par exemple, la gestion à cette échelle permet de développer des plans de mobilité durable, comme la création de réseaux cyclables intercommunaux cohérents ou la réduction de la place de la voiture dans les centres-villes au profit de transports collectifs ou de modes actifs. Cette approche permet de répondre aux objectifs de développement durable tout en tenant compte des spécificités locales.

### 5. Une gouvernance partagée et concertée

La gestion de la mobilité à l'échelle d'un arrondissement offre également l'opportunité de mettre en place une gouvernance partagée, qui repose sur la concertation entre les différentes EPCI. Cette approche collaborative renforce la légitimité des décisions prises et favorise l'adhésion des acteurs locaux, notamment des usagers, à ces politiques. De plus, la gestion intercommunale favorise une meilleure coordination avec les autres autorités organisatrices de la mobilité et notamment la Région Hauts-de-France et permet d'accéder plus facilement aux financements extérieurs, qu'ils soient régionaux, nationaux ou européens.

Gérer la compétence mobilité à l'échelle d'un arrondissement avec l'ensemble des EPCI doit donc permettre de répondre de manière plus efficace et cohérente aux défis actuels de la mobilité. Cette gestion élargie doit également favoriser une optimisation des ressources, une meilleure réponse aux besoins des usagers et une prise en compte globale des enjeux territoriaux et environnementaux.

Néanmoins, il convient d'y travailler tous ensemble avec les territoires voisins pour mesurer les impacts, les opportunités, les contraintes et les avantages que cela pourrait représenter afin de vérifier si cela permettra concrètement de devenir un véritable levier pour accompagner le développement durable des territoires et améliorer la qualité de vie des habitants.



**Le conseil communautaire,**

Après avoir entendu l'exposé de M. le Vice-Président en charge de la Mobilité,

Après avoir délibéré,

A la majorité des suffrages exprimés (Monsieur Clément CHIKH ne prenant pas part au vote).

**APPROUVE** la convention relative à la coopération et au développement des Mobilités à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes sur Helpe à passer avec le syndicat mixte Sambre Mobilités,

**INDIQUE** que les principaux objectifs identifiés à ce stade devront permettre de mesurer les impacts, les opportunités, les contraintes et les avantages d'une gestion d'arrondissement de la compétence mobilité,

**S'ENGAGE** à participer à ladite étude en partenariat avec les autres EPCI concernées,

**AUTORISE** M. le Président ou un Vice-Président à signer la convention ci-annexée et tout autre document afférent à ce dossier,

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront prévus au budget de l'exercice 2025,

**CHARGE** M. le Président de transmettre la présente délibération, après exercice du contrôle de légalité par les services de l'Etat, à M. le Président du syndicat mixte Sambre Mobilités ainsi qu'à M. le comptable public de la communauté de communes.

Fait en séance les jours, mois et an susdits  
Ont signé au registre les membres présents  
POUR EXPEDITION CONFORME  
Le Président

